

**ACCORD COLLECTIF NATIONAL DU 2 DECEMBRE 2009
RELATIF A LA MISE EN CONCURRENCE POUR LA GESTION
DU REGIME DE PREVOYANCE DES SALAIRES CADRES
ET ASSIMILES DE LA PHARMACIE D'OFFICINE**

Entre les soussignées :

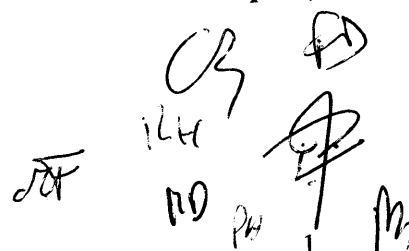
- LA FEDERATION DES SYNDICATS PHARMACEUTIQUES DE FRANCE
13, rue Ballu – 75009 PARIS
- L'UNION NATIONALE DES PHARMACIES DE FRANCE
57, rue Spontini – 75116 PARIS
- L'UNION DES SYNDICATS DE PHARMACIENS D'OFFICINE
43, rue de Provence – 75009 PARIS

D'une part,

Et

- LA FEDERATION NATIONALE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET CONNEXES (C.F.E. / C.G.C.)
56, rue des Batignolles – 75017 PARIS
- LA FEDERATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES (C.G.T.)
263, rue de Paris – 93514 MONTREUIL CEDEX
- LA FEDERATION NATIONALE DE LA PHARMACIE « FORCE OUVRIERE » (F.O.)
7, passage Tenaille – 75014 PARIS
- LA FEDERATION NATIONALE DES SYNDICATS CHRETIENS DES SERVICES DE SANTE ET SOCIAUX (C.F.T.C.)
10, rue Leibniz – 75018 PARIS
- LA FEDERATION NATIONALE DES SYNDICATS DES SERVICES DE SANTE ET SERVICES SOCIAUX (C.F.D.T.)
47/49, avenue Simon Bolivar – 75950 PARIS CEDEX 19

D'autre part,



Handwritten signatures and initials of the representatives of the various federations and unions, including the Federation of Pharmaceutical Syndicates of France, the National Union of Pharmacies of France, the Union of Syndicates of Dispensing Pharmacians, the National Federation of Personnel in Charge of the Chemical and Related Industries (C.F.E. / C.G.C.), the National Federation of Chemical Industries (C.G.T.), the National Federation of the Pharmacy « Force Ouvrière » (F.O.), the National Federation of Christian Syndicates of Health and Social Services (C.F.T.C.), and the National Federation of Syndicates of Health and Social Services (C.F.D.T.).

EXPOSÉ

Vu la convention collective nationale étendue du 3 décembre 1997 de la Pharmacie d'officine, notamment, en son annexe IV, les dispositions relatives au régime de prévoyance des cadres et assimilés de la Pharmacie d'officine ;

Vu les dispositions de l'accord collectif national du 2 décembre 2009 relatif au régime de prévoyance des salariés cadres et assimilés de la Pharmacie d'officine, notamment son article 4 ;

Désireuses d'améliorer la qualité de la gestion technique, financière et administrative du régime par une mise en concurrence, qui devra intervenir avant la fin de l'exercice 2010, des organismes assureurs ;

Les parties signataires sont convenues, dans le cadre du présent accord, des points suivants :

ACCORD

Article 1^{er} – Mise en concurrence des organismes assureurs

Il sera organisé une mise en concurrence entre les organismes assureurs mentionnés à l'accord collectif du 2 décembre 2009 relatif au régime de prévoyance des salariés cadres et assimilés de la Pharmacie d'officine et tout organisme assureur habilité pour le régime décès et incapacité - invalidité et le régime de frais de soins de santé des salariés cadres et assimilés de la Pharmacie d'officine aux fins de s'assurer que les organismes assureurs actuellement désignés fournissent aux pharmacies d'officine et à leurs salariés cadres et assimilés le meilleur service possible en ce qui concerne notamment :

- la qualité du provisionnement des engagements ;
- la participation des assurés aux excédents ou bénéfices techniques et financiers ;
- la protection des provisions et réserves affectées au régime ;
- le caractère suffisant du tarif ;
- les frais de gestion ;
- la capacité, par une organisation suffisante, à rechercher et à couvrir l'ensemble des pharmacies d'officine de la branche, notamment dans les DOM ;
- la qualité des contrats proposés, notamment des clauses relatives aux droits des assurés, et de l'information délivrée à ceux-ci ;
- la qualité des informations fournies par les organismes assureurs au comité de gestion ;
- la solvabilité globale des organismes assureurs ou du groupe auquel ils appartiennent ;
- la qualité de leur organisation et des services qu'ils apportent aux entreprises adhérentes comme aux participants.

Cette mise en concurrence devra intervenir avant le 31 décembre 2010.

JCF
126
2
PH
m

Article 2 - Principes applicables à la mise en concurrence

La mise en concurrence prévue à l'article 1^{er} sera réalisée conformément aux principes de transparence et de non discrimination entre les candidats à la gestion des régimes précisés notamment par la communication interprétative de la Commission européenne relative au droit communautaire applicable aux passations de marchés non soumises ou partiellement soumises aux directives « marchés publics » (2006/C 179/02).

Les modalités d'organisation de la mise en concurrence seront précisées dans un protocole particulier qui sera soumis pour validation aux autorités administratives compétentes.

Article 3 - Définition des critères de choix

Un cahier des charges comportant la description détaillée des garanties à mettre en œuvre et des critères qui seront utilisés pour apprécier les propositions des candidats à la gestion des régimes sera élaboré et annexé au protocole mentionné à l'article 2 ci-dessus.

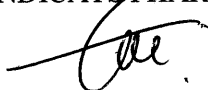
Dans le cas où le nombre des candidats à la gestion des régimes serait supérieur à cinq, les signataires du présent accord se réservent la possibilité d'opérer, sur la base des critères de choix qu'ils auront définis préalablement, une présélection conduisant à retenir au maximum cinq organismes assureurs afin d'opérer leur choix final.

Article 4 – Prise d'effet et formalités d'extension

Le présent accord prendra effet au 1^{er} janvier 2010 et sera présenté à l'extension à la demande de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 2 décembre 2009.

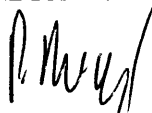
Pour LA FEDERATION DES SYNDICATS PHARMACEUTIQUES DE FRANCE



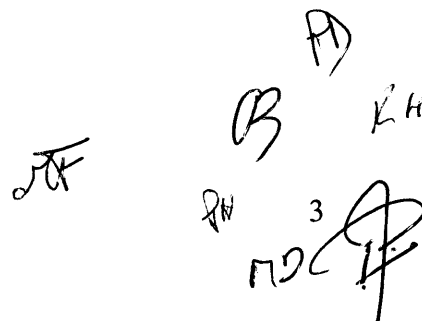
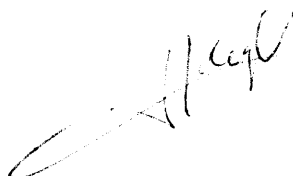
Pour L'UNION NATIONALE DES PHARMACIES DE FRANCE



Pour L'UNION DES SYNDICATS DE PHARMACIENS D'OFFICINE



Pour LA FEDERATION NATIONALE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET CONNEXES (C.F.E. / C.G.C.)



Pour LA FEDERATION NATIONALE DE LA PHARMACIE « FORCE OUVRIERE » (F.O.)

Pour LA FEDERATION NATIONALE DES SYNDICATS DES SERVICES DE SANTE ET SERVICES SOCIAUX (C.F.D.T.)

Pour LA FEDERATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES (C.G.T.)

Pour LA FEDERATION NATIONALE DES SYNDICATS CHRETIENS DES SERVICES DE SANTE ET SOCIAUX (C.F.T.C.)